

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18080- 70ÈME ANNÉE

Mobilisation massive de toute l'île à Sainte-Suzanne **Super réussite du rassemblement du PCR** **25 propositions «pour une nouvelle** **politique à La Réunion»**

Sans aucun doute, ce 22 février 2015 marquera listwar nout péi : malgré les problèmes de déplacements, bien plus de 600 militants et sympathisants du Parti Communiste Réunionnais — selon les chiffres prévus par les diverses Sections au cours de la semaine — ont répondu à l'appel du Secrétariat général pour le rassemblement organisé ce dimanche dans la Salle Lo Rwa Kaf au Bocage de Sainte-Suzanne. Outre cette mobilisation massive de plus de 800 personnes, cet événement a été marqué par l'ambiance chaleureuse et parfois émouvante ressentie par les participants devant le contenu des allocutions prononcées par les dirigeants du PCR sur les propositions de cette organisation pour l'avenir de notre peuple.



Vue des premiers rangs du rassemblement hier à Sainte-Suzanne.
 Au PCR, «l'union des générations est notre fil rouge».

Ce rassemblement a été ouvert par Astrid Bancalin, une jeune militante communiste, élue de Sainte-Suzanne déléguée aux actions scolaires, devant une banderole qui a bien résumé l'appel

lancé par le PCR à cette occasion : «Après le rapport de la Cour des Comptes, pour l'avenir : s'unir pour une nouvelle politique à La Réunion ; pour l'urgence sociale : +6% pour les bas revenus». Elle a félicité les camarades pour «avoir

largement dépassé le nombre des participants annoncé pour cette rencontre» et elle a dénoncé la calomnie des opposants à la majorité municipale de Sainte-Suzanne qui ont accusé à tort la Commune d'avoir financé le rassemblement,

alors que c'est le PCR qui s'en est entièrement chargé.

Astrid Bancalin a également invité le public à se procurer à l'entrée de la salle le très beau livre de Marylène Berne qui vient de paraître sous le titre "L'encre de la mémoire" et qui rappelle de nombreuses luttes menées par les communistes pour la libération de leur peuple au cours des dernières décennies. Enfin, elle a donné successivement la parole à deux secrétaires généraux du PCR, Ary Yée Chong Tchi Kan et Yvan Dejean, chargés par leurs camarades de présenter deux rapports sur les points à l'ordre du jour du rassemblement. Outre la direction du Parti, plusieurs responsables historiques étaient présents, dont Paul Vergès, Elie Hoarau et Claude Hoarau. À noter également la participation d'invités d'autres partis, dont les socialistes Audrey Bélim, Laurence Loughon et Gérard Françoise, ainsi que le président du Parti des radicaux de gauche de La Réunion, Rémy Massain.

«Mettons-nous d'accord entre Réunionnais»

Pour commencer, Ary Yée Chong Tchi Kan a présenté le contexte international préoccupant qui ne manquera pas d'influencer dangereusement sur les défis à relever à La Réunion dans les années à venir, et il a lancé au nom du PCR un appel à tous nos compatriotes à tirer des leçons des graves erreurs commises par les divers gouvernements parisiens depuis 70 ans dans leur politique menée ici. Il a aussi rappelé comment à plusieurs reprises, au cours de ces 70 années, notre peuple a pu réaliser certaines avancées, comme lors des élections législatives du 21 octobre 1945 où il s'est rassemblé autour des communistes Raymond Vergès et Léon de Lépervanche pour obtenir cinq mois après, le vote de la loi de l'égalité abolissant officiellement le statut de colonie de La Réunion. C'est ce large rassemblement des Réunionnais autour d'un projet spécifique pour le développement durable de La Réunion que préconise plus que jamais le PCR aujourd'hui, a déclaré Ary Yée Chong Tchi Kan. D'où son appel : «Mettons-nous d'accord entre Réunionnais pour aller dans ce sens; au PCR nous accueillons toutes les propositions; que chaque parti mette les siennes sur la table pour que nous puissions en discuter».



Astrid Bancalin, jeune militante, présidait la réunion d'hier.

«Bâtir nous-mêmes l'avenir de notre pays»

Eh bien c'est précisément à une large présentation des «25 propositions du PCR pour une autre politique à La Réunion» qu'Yvan Dejean a consacré une grande partie de son intervention. Mais il a souligné avec force que cela se fait «avec modestie», que «cela n'est pas à prendre ou à laisser» et qu'il faut en débattre le plus largement possible dans tout le pays pour «pouvoir vraiment passer à l'acte pour une autre politique».

C'est pourquoi Yvan Dejean a annoncé que les 50.000 premiers exemplaires du document présentant ces propositions du PCR sont déjà édités, que des tables-rondes seront organisées partout pour en débattre et qu'une dizaine de grands meetings seront organisés dans le pays à ce sujet afin de «faire de 2015 une année de grand débat politique avec l'esprit de responsabilité». Dans cet esprit, il a conclu : «c'est à nous, Réunionnais, de décider ce qu'il faut faire pour La Réunion; allons assumer nos responsabilités pour bâtir nous-mêmes l'avenir de notre pays».

Les perspectives ouvertes

Au-delà du contenu très riche et passionnant de ces interventions et pour revenir sur l'ambiance de ce rassemblement, il faut noter deux éléments. D'une part, le fait que le public a fortement approuvé les orientations politiques présentées par les deux orateurs et d'autre part le fait qu'il a beaucoup apprécié leur façon de s'exprimer, très consensuelle.

Voilà pourquoi les deux intervenants ont souvent été interrompus par des applaudissements, comme par exemple lorsqu'Ary Yée Chong Tchi Kan a rappelé que «l'union des générations est notre fil rouge» et qu'Yvan Dejean a appelé la foule à ovationner Paul Vergès et Elie Hoarau, présents dans la salle et toujours fidèles à leur combat au service de la libération du peuple réunionnais. Voilà les perspectives ouvertes par ce super rassemblement autour des propositions du PCR à faire connaître à tous nos compatriotes et à débattre...

Correspondant

25 propositions du PCR pour une nouvelle politique à La Réunion

Proposition n°1

Création de deux grands services : aides à la personne et environnement

Proposition n°2

Moratoire pour recrutement dans la fonction publique

Proposition n°3

Rôle accru de Pôle Emploi pour le recrutement dans le privé

Proposition n°4

Lier aides aux entreprises et création d'emplois

Proposition n°5

Une Conférence annuelle pour l'emploi

Proposition n°6

Une nouvelle politique pour le logement social

Proposition n°7

Une réelle maîtrise des prix et s'approvisionner sur des marchés plus proches de La Réunion : en finir avec le Colbertisme

Proposition n°8

Après le rapport de la Cour des Comptes : +6% pour les bas revenus

Proposition n°9

Relancer le transport ferré

Proposition n°10

Respect des règles financières et environnementales pour une solution de sécurisation de la liaison routière entre le Nord et l'Ouest

Proposition n°11

Plan de résorption des radiers

Proposition n°12

De nouvelles infrastructures routières indispensables

Proposition n°13

Création d'un office des routes

Proposition n°14

Une nouvelle politique globale de l'eau

Proposition n°15

L'autonomie énergétique par la maîtrise de la politique énergétique par les Réunionnais•es

Proposition n°16

Accorder une plus grande place à l'histoire et à la langue de La Réunion

Proposition n°17

Une meilleure organisation de l'année scolaire

Proposition n°18

Cellule pluridisciplinaire pour la lutte contre l'illettrisme

Proposition n°19

Valorisation de la culture et de l'identité réunionnaises

Proposition n°20

Réaliser l'objectif de sécurité alimentaire

Proposition n°21

Investir en faveur des secteurs à fort potentiel

Proposition n°22

Donner à La Réunion les compétences politiques et juridiques et les moyens de mieux s'insérer dans la région

Proposition n°23

Créer un fonds régional du développement durable et solidaire

Proposition n°24

Une instance de concertation : le Congrès

Proposition n°25

Réunir d'urgence une conférence extraordinaire pour préparer l'échéance de 2017 et ouvrir de nouvelles perspectives pour la filière canne par la recherche, l'innovation et la valorisation de tous les produits issus de la canne et par un nouveau partage des richesses découlant de ces valorisations .

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Présentation des 25 propositions du PCR

70 ans de luttes pour les communistes réunionnais

Le Parti Communiste Réunionnais a présenté "officiellement" ses 25 propositions pour « une nouvelle politique à La Réunion », devant une foule de militants et d'invités, tels que les socialistes Audrey Belim, Gérard Françoise et Laurence Lougnon et Rémy Massain du Parti Radical de Gauche.



Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire général du PCR.

L'objectif de cette réunion publique était de « faire connaître à l'opinion publique réunionnais nos propositions pour répondre à l'urgence sociale et pour l'avenir de La Réunion », a expliqué Yvan Dejean, co-secrétaire du PCR.

Conception matérialiste de l'histoire de La Réunion

Au cours de son allocution, Ary Yée Chong Tchi Kan, co-secrétaire général du PCR, a fait le bilan de 70 années de luttes menées par son parti et désormais confirmées par l'actualité. Dans un contexte international instable, « cela demande du temps et de la réflexion » d'analyser les événements, a expliqué ce dernier, qui a rappelé que le PCR s'est inscrit dans « un mouvement de progrès », lors de la création des

partis communistes dans le monde. Ce dernier a évoqué l'héritage de La Réunion, dont le peuple naquit il y a 350 ans. Une histoire, dans laquelle « le PCR a son rôle, on est obligé de regarder l'avenir et de penser à la cohésion et l'unité des réunionnais, en phase avec la nature ». Cette mise en perspective a entraîné plusieurs victoires pour le PCR, comme le Maloya, qui est « sorti de l'oppression culturelle », le 20 décembre « fêté clandestinement » et désormais « célébré et chômé ». « Les combats ont abouti » également en ce qui concerne la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'Humanité. Pour le PCR, « chaque décision occasionne des conséquences », raison pour laquelle « en tant que communiste, on fait appel à l'histoire et place nos décisions dans le cadre de certaines idées pour l'avenir et le développement » de La Réunion. Un fait est certain pour Ary Yen Chong Tchi Kan, « l'Histoire sera intraitable vis-à-vis

des décideurs actuels qui ont supprimé le tram train ».

Assurant qu'un débat aurait pu être engagé pour améliorer le projet, si celui-ci ne convenait pas, le co-secrétaire général du PCR a assuré qu'alors il n'y aurait pas eu une crise sans précédent dans le secteur du BTP, où plus de 10.000 emplois sont menacés. « Les élus irresponsables sont ceux qui ont cru régler un compte aux dirigeants du PCR ou de l'Alliance, mais ce sont les travailleurs qui ont tout perdu ».

L'union des générations du PCR

Evoquant les générations passées depuis 1946, Ary Yen Chong Tchi Kan a tenu à rappeler à la génération actuelle et celles à venir du rôle qu'elles auront à jouer dans l'Histoire de La Réunion et la défense du peuple réunionnais. Une défense qui prend corps en 1945, lors de la création du CRADS (Comité républicain d'action démocratique et sociale), destiné à imposer au gouvernement français l'égalité entre les continentaux et les Réunionnais.

Alors que certains représentants politiques réunionnais de droite comme de gauche constataient les avancées sociales en France, « ils ont décidé de se rassembler » autour d'un « projet de transformation de La Réunion en département pour avoir les mêmes avantages qu'en France ».

Deux députés, Raymond Vergès et Léon de Lépervanche, élus en octobre 1945, décident travaillent à la réalisation d'une loi visant à changer le statut de La Réunion. Cette loi votée le 19 mars 1946 stipule la fin du statut colonial des colonies, désormais érigées en départements français.

Mais l'article qui aura créé l'inégalité dénoncée par le PCR depuis sa création en 1959 est l'article 2 : « Les lois et décrets actuellement

1959 : rassembler les Réunionnais

Dans son allocution, Ary Yée Chong Tchi Kan a expliqué que les normes imposées dès 1946 se sont concentrées sur l'intégration, l'assimilation. C'est raison pour laquelle, le PCR dès sa création prônait l'autonomie.

Suite à un large débat, « on a conclu à la nécessité de ce nouveau projet », car « La Réunion est spécifique, elle ne peut être assimilée à un autre département », c'est pourquoi « il fallait anticiper les conséquences » du système mit en place « d'où l'autonomie, selon la Constitution », a indiqué le co-secrétaire général du PCR.

Pour cela, « on a créé le PCR en 1959 pour rassembler les Réunionnais qui voulaient un changement politique et social ». D'autres organisations ont également été fondées à cette période, telles que

l'UFR, la CGTR, la CGPER ou le FJAR, afin de « démocratiser le débat, rassembler et forger un nouveau cadre d'une conscience politique nouvelle ».

Ce « mouvement d'autonomie remporte de nombreuses victoires » et quand « nous avons eu des mairies, on a pu développer nos propositions », comme la création d'un comité intercommunal, possédant « une règle d'unanimité dans la prise de décision par consensus et non par domination, ou encore la solidarité entre communes, quand une mairie était riche, elle aidait la plus pauvre », a expliqué ce Ary Yée Chong Tchi Kan. Ce dernier a évoqué les innovations du PCR en matière d'égalité, de développement partagé, mais celles-ci se sont heurtées à de nombreux opposants.

Le secrétaire général du PCR a évoqué « l'application de l'égalité so-

ciale » qui « telle qu'elle a été faite a créé de nouvelles contradictions », parmi lesquelles la sur-rémunération. Ce dispositif a permis à une tranche de la population d'avoir une rémunération basée sur le coût de la vie, tandis que le reste de la population n'a pu profiter du différentiel calculé par l'Etat pour ses fonctionnaires.

Cette inégalité des revenus a entraîné d'autres inégalités sociales, qui imposent des défis aux nouvelles générations. Après les projets de 1945, 1959, désormais le PCR « dispose d'un nouveau travail collectif qui est le fruit de réflexion de plusieurs générations ». Un projet amené à être débattu avec les autres partis politiques qui le souhaitent, « on appelle chaque parti à mettre sur la table ses propositions et à débattre pour un projet pour l'avenir de La Réunion ».



La salle était trop petite pour faire face à une affluence qui a dépassé les prévisions. De nombreux camarades ont suivi la conférence depuis l'extérieur.

en vigueur dans la France métropolitaine et qui ne sont pas encore appliqués à ces colonies feront, avant le 1er janvier 1947, l'objet de décrets d'application à ces nouveaux départements ».

En dépit de l'enthousiasme affichée par les dirigeants et membres du CRADS, « la loi a été violée » en raison du refus du gouvernement d'appliquer l'égalité à La Réunion. « Raymond Vergès a dénoncé en 1948 le socialiste Marius Moutet,

ministre de l'Outre-mer, qui était un « adversaire de l'application de l'égalité », a indiqué Ary Yen Chong Tchi Kan, ajoutant qu'en 1987, les députés Elie Hoarau et Paul Vergès ont démissionné pour « protester contre les discriminations ».

Ces attitudes mettent en évidence qu'un « mandat est un outil au service du peuple et non pour se faire mousser à la télévision », a poursuivi ce dernier, ajoutant : « on a sept députés aujourd'hui à quoi ça

sert ». D'autant qu'au cours de ces sept décennies sous un régime d'intégration et d'assimilation, quand l'INSEE dit que La Réunion est socialement hors norme, ce sont celles de 1946 ». Alors, « si les normes ne sont plus valables quelles normes nous faut-il » aujourd'hui. ?

Céline Tabou

Présentation des 25 propositions du PCR

2015, une année de débat

« On est à un tournant où tout peut basculer dans un sens comme dans un autre », a remarqué Yvan Dejean en introduction de son intervention, au cours de la réunion publique de dimanche 22 février à Sainte Suzanne. Pour lui, « est-ce qu'on est digne de porter l'héritage de ces 70 années de luttes de ceux qui ont précédé ? ».



Yvan Dejean, secrétaire général du PCR.

En effet, avant Yvan Dejean, Ary Yée Chong Tchi Kan a évoqué les années de lutte du PCR et du CRADS pour l'égalité. Une égalité encore loin d'avoir atteint son apogée à La Réunion. C'est pourquoi, « on n'a pas le droit d'improviser, d'être imprécis, de jouer parce qu'à partir de ce moment on aura ruiné l'héritage de ceux qui ont contribué à faire de La Réunion ce qu'elle est aujourd'hui ».

Mais dans le même temps, « il y a ceux qui veulent distraire l'attention du peuple » et « escamoter certains sujets » tels que la sur-rémunération, la pauvreté, les inégalités sociales. Alors que les problèmes de La Réunion sont souvent évoqués par le PCR, les dirigeants du parti s'étonnent dans les médias du silence des élus.

Raison pour laquelle, « nous voulons attirer l'attention de la population sur la gravité de la situation ». Le chômage de masse, les demandes de logement social en attente, la pauvreté croissante, les

menaces sur les emplois dans le BTP ou encore la filière canne. Des questions restées en suspend, alors que « le remède part du bon sens » pour Yvan Dejean.

Pour le tram-train et la route sécurisée

Dans le domaine des déplacements, il a rappelé la volonté de son parti de créer un réseau ferré : « oui au tram train, non à la NRL », « oui à la sécurisation du réseau routier », a scandé le co-secrétaire général du PCR.

Une proposition mise en exergue dans la brochure du PCR présentée ce dimanche 22 février, imprimée à 50.000 exemplaires. Un livret de 12 pages, dans lequel, le PCR donne son analyse de la situation économique et sociale de l'île.

« Dans tout le compartiment de la vie sociale, économique, environne-

mentale et culturel, tous les voyants sont au rouge. La crise est partout. Est-ce qu'il y a des perspectives de sortie de crise ? », a interrogé Yvan Dejean. Assurant un discours de vérité, « honnêtement, nous n'y croyons pas. Au contraire, nous sommes convaincus que tout va s'aggraver », a assuré le dirigeant communiste.

Les mesures engagées par le gouvernement « s'inscrivent dans la poursuite des politiques menées depuis 1946. Elles ont atteint leurs limites ». Raison pour laquelle, « il est urgent de changer de cap et de faire faire à La Réunion un bond en avant. Les décisions politiques prises dans le passé nous ont conduit à cette situation ».

« Nous avons raison »

Cependant « le génie réunionnais » a permis le rassemblement des forces en 1945, afin de mettre en place un projet réunionnais, représenté par la loi de départementalisation. Mais l'application de « cette loi est le règne de l'apartheid social », car « il a divisé la société en deux », avec la sur-rémunération, la sous-estimation de la hausse démographique et suppression du chemin de fer, qui répondait aux besoins des réunionnais.

Pour Yvan Dejean, dès 1959, les dirigeants du PCR avaient « une vision prophétique » de la situation économique et sociale de La Réunion. « Nous avons raison » a assuré Yvan Dejean, rappelant le rapport de la Cour des comptes qui préconise la remise en cause du système de la sur-rémunération. la confirmation des thèses du PCR s'est prouvée ces dernières années, a laissé entendre Yvan Dejean.

Ce dernier a assuré que « 2015 est une année de débat politique au cours de laquelle tous les sujets sont abordés sans tabou, ni concession et avec responsabilité ». Toutefois, « il faut impulser le débat, on est dans une situation simi-



Yvan Dejean présente les 25 propositions.



À la fin de la présentation, les 25 propositions distribuées aux sections communistes.

laire à celle de 1945, après les générations de 1945, de 1959, cela pose à nous l'avenir de La Réunion. C'est à nous de décider ce qu'il faut pour nous », a expliqué ce dernier. Il a d'ailleurs rappelé qu'à « 10.000 km, ils veulent nous appliquer des décisions inadaptées. On doit faire un projet, pour et par les Réunionnais, et débattre ».

Concertation préalable à toute décision

« Il nous faut un projet essentiel pour l'avenir de La Réunion », qui pourrait passer par les 25 propositions présentées à l'opinion publique ce dimanche 22 février. Des propositions qui répondent à l'urgence sociale et mettent fin à l'apartheid social, préparent l'avenir en instaurant un développement durable et solidaire, proposent les moyens financiers à mettre en place pour porter notre projet et comment faire évoluer nos propositions, par une nouvelle gouvernance, a expliqué Yvan Dejean. Mais l'important pour le PCR est

qu'aucune réforme ne peut se faire sans la concertation de tous les acteurs concernés et une évaluation des propositions faites, pour une meilleure application des mesures engagées pour La Réunion. Parmi les concertations souhaitées, le PCR préconise l'organisation d'une conférence extraordinaire pour répondre rapidement aux dangers qu'encourt la filière canne et le secteur de l'agriculture en général.

Céline Tabou

Oté

Zistoir dolo piman, lo mal épi lo bien

Mi koné pa si zistoir la lé vré ou sinon sa si li lé pa vré mé mi rakont azot kant mèm. I prétan dir, la-ba dann Sid in propriyètèr la désid, in zour pou maryé son fiy. L'èr-la in bonpé garson, kan l'aprann lo nouvèl, la anvoy zot domann mé la fiy la déklar èl lé pa intéressé par bann garson-la... Donk lo tan la pasé, ziska k'in zour, èl i désid par èl mèm aksèp la domann in garson té i sort in n'ot landroi ké la syène. Lo papa la done aèl son konsantman, avèk in gran morso térin par pou lo nouvo ménaj planté, pars sa té dmoun l'avé lo moiyn épi té i pé donn kékshoz konsékan zot fiy épi son mari épi z'aprè la fé tout lo formalité d' maryaj.

L'avé in bonpé dmoun zalou, sirtou bann garson té i santi azot afronté par lo refu d' domann maryaz. Lèr-la, inn dan la bann la désid vanjé é la parti, la nuit avan lo maryaj, vèrs in l'arozoir dolo piman sèk dsi la tèr damé dann lo sal vèrt... I parétre, kan maryaj la rantré é demoun la komans pil pilé l'ardèr piman la lévé si tèlman bann z'invité té blijé kite lo sal vèrt é l'amizman l'arète la mèm. La famiy lété dépité, la promète bann z'invité va rofé inn nos mé té pi sa, konm zot i konpran. Kan kékshoz lé kasé, lé kasé é lo fiy té i fini pi d'arète pléré. Si tèlman lo kontak avèk lo mal l'avé détrui aèl.

Kosa sa i fé pans amoin ? In zafèr bien aktyèl : moi d'mars lésans i sava rogoumanté é sar konmsa toultan, os-bès, os-bès é bann pétrolyé va fé la loi pars lo plan lotonomi dann l'énergji in pé la kasé, sirtou lo plan solèy é bann pétrolyé i zoué èk nou konm i zoué avèk toupiy san naye. Pars in pé la rant dann zot trin olèrk tienbo lo rin dann l'intéré nout pèp. Zistoir dolo piman, lo mal épi lo bien pou nout péi.

Justin

“Na in zour i apèl domin !” – in kozman pou la rout

Sa in proverb lé kourt mèm. Mé sa i vé pa dir ké son moral lé kourt. Pou kosa ? Pars fransh vérité li lé pa tro gran pou vréman : konm di lo kont li nana sèlman uit pyé, mé pou an avoir i bon lésonn d'vi, li nana in bon losonn vi. Dabor pars li prévien si a soir ou lé batu, domin ou i pé gingn la viktoir. Konm Zénéral De Gaulle té ki di : « La frans la pèrd in batay, mé La frans la pa pèrd la guèr ». Donkalor ou doi bien prépar aou pou tir out rovansh. Parèy pou lo vinkèr d'in zour li koné pa koman sar domin. In losonn vi, nou la di é sanm pou moin nout tout la konète in sityasion konmsa. Zot i rapèl pi ? Fé travay zot koko, fé bouy zot matyèr griz, é zot va oir si rant-rant la pa ariv lo ka nou té dakor rantré nou.